

Turquie

L'économie a été durement touchée par les turbulences survenues en mai-juin 2006 sur les marchés internationaux, ce qui a permis de faire ressortir les points vulnérables subsistants, mais elle a récupéré assez rapidement. Le déficit de la balance courante, qui atteindra probablement un niveau exceptionnellement élevé, à plus de 8 % du PIB en 2006, continue d'être financé par un accroissement de la dette privée et des investissements directs étrangers. La forte expansion du PIB devrait se maintenir, mais des risques demeurent.

Il est crucial de maintenir la discipline budgétaire, tandis que la crédibilité de la politique monétaire doit être consolidée, en particulier par un renforcement de l'indépendance de la Banque centrale. Il faut accroître la transparence et la qualité des institutions budgétaires en adoptant des normes comptables internationales et des objectifs de dépenses pluriannuels pour les administrations publiques. D'autres réformes structurelles s'imposent pour améliorer la compétitivité de l'économie, favoriser le développement du secteur formel et contenir le lourd déficit de la balance courante.

La croissance est restée forte après les turbulences

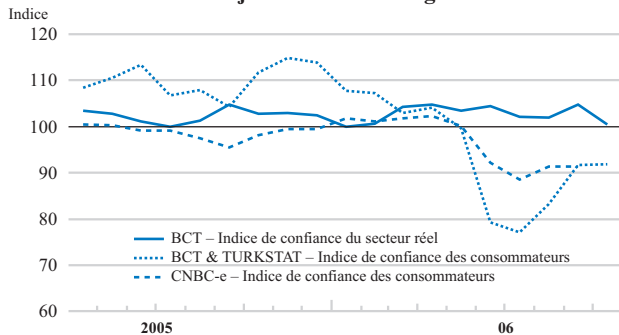
Le PIB réel a augmenté à un rythme soutenu de 7 % au premier semestre 2006, en dépit des turbulences apparues en mai-juin sur le marché international des capitaux, qui ont atteint tout particulièrement la Turquie. La monnaie s'est dépréciée de 30 % et les taux d'intérêt à long terme ont augmenté de plus de 8 points de pourcentage. Plus de la moitié de l'érosion du taux de change avait été effacée à la fin octobre, mais les taux d'intérêt sont restés élevés. L'impact immédiat des turbulences sur l'activité économique a été relativement limité, la consommation privée et l'investissement restant dynamiques au deuxième trimestre. L'activité économique s'est ralentie au troisième trimestre, mais seulement dans des proportions limitées, si l'on en juge par les données disponibles.

Les prix de l'énergie ont contribué à la détérioration de la balance courante

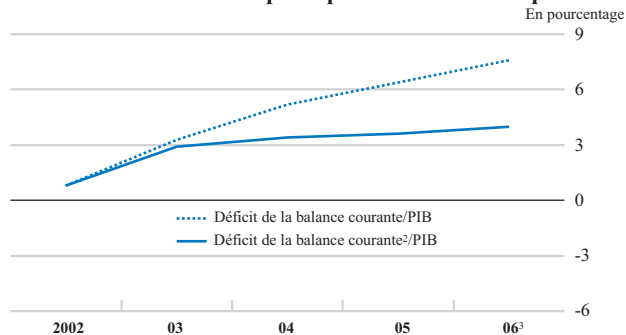
Les importations en volume ont augmenté plus rapidement que les exportations au premier semestre de l'année. Les prix à l'importation – et notamment le prix de l'énergie, qui représente 20 % des importations totales de la Turquie – ont affiché une hausse plus forte que les prix à l'exportation. Compte tenu d'une certaine baisse

Turquie

La confiance s'est améliorée après la turbulence de mai-juin mais reste fragile¹



Le déficit de la balance courante continue de se détériorer due principalement aux effets-prix



1. Les valeurs au-dessus (en-dessous) de 100 impliquent un sentiment optimiste (pessimiste) de la majorité des participants concernant l'état de l'économie.
2. Le déficit de la balance courante avec le prix des importations et des exportations fixé au niveau de 2002.
3. 2006 montre les 12 derniers mois jusqu'à juin.

Source : Banque centrale de Turquie (BCT), TURKSTAT, CNBC-e.

Turquie : Demande, production et prix

	2003	2004	2005	2006	2007	2008
	Prix courants milliards de TRL	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1987)				
Consommation privée	239.6	10.1	8.8	5.2	3.5	5.8
Consommation publique	49.0	0.5	2.4	12.6	4.0	2.4
Formation brute de capital fixe	55.6	32.4	24.0	11.7	8.1	8.4
Demande intérieure finale	344.2	14.1	12.1	7.5	4.9	6.4
Variation des stocks ¹	27.4	1.1	-2.5	-0.1	0.6	0.0
Demande intérieure totale	371.6	14.1	8.8	7.1	5.3	6.0
Exportations de biens et services	98.5	12.5	8.5	6.6	8.3	10.2
Importations de biens et services	110.3	24.7	11.5	9.0	8.3	9.2
Exportations nettes ¹	- 11.8	-4.9	-1.7	-1.5	-0.5	-0.1
PIB aux prix du marché	359.8	8.9	7.4	6.1	5.3	6.3
Déflateur du PIB	-	9.9	5.4	13.0	7.7	5.0
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	-	8.6	8.2	9.6	7.9	5.7
Déflateur de la consommation privée	-	7.9	6.1	10.2	7.3	6.0
Taux de chômage	-	10.1	10.0	10.1	9.8	9.5
Balance des opérations courantes ²	-	-5.1	-6.4	-8.1	-7.6	-7.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 80.

StatLink : <http://dx.doi.org/10.1787/806075801614>

des recettes touristiques, le déficit commercial et le déficit de la balance courante ont atteint des niveaux sans précédent, à 10 % et 8 % du PIB, au cours des huit premiers mois. Une correction s'est produite au deuxième semestre de l'année, car la dépréciation du taux de change en mai-juin a stimulé les exportations et freiné les importations, tandis que les prix de l'énergie ont baissé après septembre. Le déficit de la balance courante devrait néanmoins dépasser 8 % du PIB en 2006, mais il sera sans doute financé assez aisément par des emprunts à long terme privés et des investissements directs étrangers.

Au deuxième trimestre 2006, l'emploi était en hausse de 0.6 % sur un an, 920 000 nouveaux emplois ayant été créés dans l'industrie et les services (soit une progression spectaculaire de 4 % de l'emploi total), alors que l'agriculture a perdu 780 000 travailleurs. Compte tenu de ces tendances contraires, le taux de chômage est resté élevé, à près de 9 %. Étant donné le sous-emploi des ressources de main-d'œuvre, les salaires réels n'ont augmenté que de 1.3 % dans le secteur privé et ont baissé de 2.3 % dans le secteur public. En dépit de cette modération salariale, le processus de forte désinflation des quatre années écoulées s'est inversé en 2006. Une reprise de l'inflation au début du printemps, sous l'effet des hausses des prix de l'énergie, des produits alimentaires non transformés et de l'habillement, a été ensuite aggravée par les répercussions de la dépréciation du taux de change. L'objectif d'inflation de 5 ± 2 % pour la fin 2006 sera impossible à atteindre, et les anticipations du marché pour l'inflation en 2007 restent également supérieures à l'objectif fixé par la banque centrale. Celle-ci a réagi à la turbulence des marchés de capitaux et à la montée des anticipations inflationnistes en relevant son taux directeur de plus de 400 points de base, par paliers successifs.

La croissance de l'emploi est restée faible tandis que l'inflation s'est accrue

*La confiance se raffermi
mais reste fragile*

La confiance des consommateurs, après avoir été ébranlée, a commencé de se redresser après le mois d'août, tandis que la confiance des entreprises était restée plus forte. Cependant, l'une et l'autre restent fragiles. Malgré la hausse des taux d'intérêt, le crédit à la consommation a continué de croître, mais à un rythme de moins en moins rapide vers la fin de l'année. La politique macroéconomique devrait rester restrictive durant la période considérée, mais cette orientation aura probablement une incidence favorable sur l'activité (comme les années précédentes), car elle contribuera au raffermissement de la confiance intérieure et internationale. On prévoit que l'excédent budgétaire primaire dépassera l'objectif de 6.5 % du PIB en 2006 (encore que l'orientation budgétaire précise ne puisse pas être suivie selon les normes internationales). L'objectif pourrait alors être atteint en 2007, l'année des élections, à condition que les augmentations de dépenses programmées soient intégralement financées par les majorations d'impôt et les relèvements des tarifs des entreprises publiques prévus dans le budget – ces derniers exerçant une pression à la hausse sur l'inflation. La politique monétaire restera sans doute restrictive, car la banque centrale s'efforcera de restaurer la crédibilité de ses objectifs d'inflation pour 2007 et 2008.

*Un certain nombre
de faiblesses structurelles
demeurent*

Un certain nombre de faiblesses institutionnelles et structurelles demeurent, qui constituent des sources de vulnérabilité dans l'éventualité d'un fléchissement des marchés financiers internationaux. Les comptes budgétaires des administrations publiques devraient être publiés conformément aux normes internationales. Il importe d'intégrer des plafonds de dépenses dans un cadre budgétaire pluriannuel au niveau des administrations publiques. Les réglementations des marchés des produits et du travail dans le secteur formel sont toujours parmi les plus rigides de la zone OCDE, et le développement considérable des activités informelles ne constitue qu'un palliatif partiel et opaque qui entrave la compétitivité de nombreuses entreprises informelles et semi-formelles.

La croissance demeure robuste

L'on prévoit que le PIB réel augmentera de près de 5½ pour cent en 2007 et de plus de 6 % en 2008. L'emploi non agricole continuera de croître, mais l'emploi total pourrait stagner en raison de sorties continues du secteur agricole. Le déficit de la balance courante diminuera légèrement mais restera élevé. Un risque négatif majeur pour les prévisions est celui d'évolutions internationales ou intérieures provoquant des chocs sur les taux d'intérêt et les taux de change, qui pourraient affaiblir la croissance et aggraver l'inflation. Les mesures visant à atténuer ces risques et à améliorer la résistance de l'économie face aux chocs devraient être prioritaires.

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE*

N° 79, juin 2006

Les pressions budgétaires à prévoir pour les dépenses relatives aux soins de santé et aux soins de longue durée

N° 78, décembre 2005

Le rôle des fondamentaux dans l'évolution récente des prix des logements

N° 77, juin 2005

Mesurer et évaluer l'inflation sous-jacente

N° 76, décembre 2004

Évolution des prix du pétrole : moteurs, conséquences économiques et ajustement des politiques
Comportement d'épargne et efficacité de la politique budgétaire

N° 75, juin 2004

Marchés du logement, patrimoine et cycle économique
Les enjeux de la réduction du déficit de la balance courante des États-Unis
Cycle des prix actifs, facteurs exceptionnels et soldes budgétaires
Renforcer la convergence des revenus en Europe centrale après les adhésions à l'Union européenne

N° 74, décembre 2003

Cyclicité de la politique budgétaire : le rôle de la dette, des institutions et des contraintes budgétaires
Relations financières entre l'État et les collectivités territoriales
Dépenses publiques : améliorer le rapport coûts-résultats

N° 73, juin 2003

Après la bulle des télécommunications
Politiques structurelles et croissance
Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE
Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE
Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger

N° 72, décembre 2002

Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles
La contribution d'une retraite plus tardive à la croissance de l'emploi
Concurrence sur les marchés de produits et performance économique
La persistance de l'inflation dans la zone euro

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial : Rééquilibrage en douceur ?	vii
I. Évaluation générale de la situation macroéconomique	1
Vue d'ensemble	1
Passage de relais	2
Les forces à l'œuvre et les risques	5
De bonnes perspectives de croissance	17
Les enjeux de politique macroéconomique	22
Appendice I.1. Comment évaluer l'abondance de la liquidité ?	35
Appendice I.2. L'indicateur synthétique des primes de risque de l'OCDE	38
Appendice I.3. La hausse des prix des logements en termes réels touche-t-elle à son terme ? Une analyse par la méthode probit	40
II. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE et dans certaines économies non membres	45
États-Unis	45
Japon	50
Zone euro	55
Allemagne	59
France	64
Italie	69
Royaume-Uni	74
Canada	79
Australie	84
Autriche	87
Belgique	90
Corée	93
Danemark	96
Espagne	99
Finlande	102
Grèce	105
Hongrie	108
Irlande	111
Islande	114
Luxembourg	117
Mexique	119
Norvège	122
Nouvelle-Zélande	125
Pays-Bas	128
Pologne	131
Portugal	134
République slovaque	136
République tchèque	139
Suède	141
Suisse	144
Turquie	146
Brésil	149
Chine	153
Inde	157
Fédération de Russie	161
III. Les ménages sont-ils plus vulnérables du fait de leur endettement croissant ?	165
Introduction et résumé	165
L'accroissement de la dette : grandes tendances et facteurs sous-jacents	166
Indicateurs macroéconomiques de vulnérabilité	168
Données de source microéconomique	176
Annexe statistique	182
Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des <i>Perspectives économiques de l'OCDE</i>	191
Annexe statistique	193
Classification des pays	194
Mode de pondération pour les données agrégées	194
Taux de conversion irrévocable de l'euro	194
Systèmes de comptabilité nationale et années de référence	195
Tableaux annexes	197

Encadrés

I.1. Les ajustements récents sur les marchés du logement.....	14
I.2. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions.....	18
I.3. Comment la mondialisation influe-t-elle sur l'inflation ?.....	24
I.4. Gains budgétaires exceptionnels et cycle des actifs.....	30

Tableaux

I.1. Les écarts de croissance se réduisent.....	1
I.2. Les marchés du travail sont dynamiques.....	4
I.3. La croissance des salaires s'accélère.....	4
I.4. Les prix réels des logements décroissent sur certains marchés.....	12
I.5. La croissance demeure soutenue.....	19
I.6. Les écarts de croissance reflètent la faiblesse du marché du logement aux États-Unis.....	20
I.7. La croissance du commerce mondial reste soutenue et les déséquilibres extérieurs se creusent.....	21
I.8. La consolidation budgétaire demeure insuffisante.....	28
I.9. Modèle de régression en panel.....	42
I.10. Modèles de régression pays par pays.....	43
III.1. Dette et patrimoine net des ménages.....	168
III.2. Distribution de la dette médiane des ménages.....	179

Graphiques

I.1. Les différentiels de croissance se sont réduits.....	3
I.2. Les marchés de l'énergie se sont apaisés.....	6
I.3. Les pétrodollars ne sont dépensés que lentement.....	7
I.4. Les conditions financières restent favorables.....	9
I.5. Investissement résidentiel et croissance de la population.....	11
I.6. Évaluation des marchés immobiliers et de leur impact.....	13
I.7. Les déséquilibres des comptes courants s'aggravent et les réserves officielles gonflent.....	16
I.8. La confiance est généralement robuste.....	19
I.9. Les taux directeurs sont remontés.....	23
I.10. L'inflation globale et sous-jacente convergent.....	26
I.11. Les déterminants de l'inflation sous-jacente.....	27
I.12. Les politiques budgétaires au cours du cycle.....	33
I.13. Les objectifs budgétaires dérapent continuellement.....	34
I.14. Mesure de la liquidité – écarts par rapport à la normale historique : optique monétaire.....	35
I.15. Mesure de la liquidité – écarts par rapport à la normale historique : optique du crédit.....	36
I.16. Indicateur synthétique effectif et prévu de primes de risque.....	39
I.17. Contributions à la valeur prévue de l'indicateur synthétique de primes de risque.....	39
III.1. Tendances de la dette des ménages.....	167
III.2. Le patrimoine des ménages.....	169
III.3. Effet de levier des ménages.....	171
III.4. Charge du service de la dette des ménages.....	173
III.5. Prêts à taux révisables et vulnérabilité.....	175
III.6. Proportion des ménages endettés.....	177
III.7. Profil des détenteurs de dette.....	178
III.8. Distribution de la charge du service de la dette des ménages endettés.....	180

Ce livre contient des...**StatLinks**

**Accédez aux fichiers Excel®
à partir des livres imprimés !**

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des StatLinks. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>.

Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.

Les StatLinks sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.

Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mb/j	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
-	Sans objet		

Résumé des prévisions

	2006	2007	2008	2008									Quatrième trimestre		
				T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2006	2007	2008
Per cent															
Croissance du PIB en volume															
États-Unis	3.3	2.4	2.7	2.4	2.1	2.7	2.8	2.8	2.8	2.6	2.6	2.6	3.0	2.6	2.7
Japon	2.8	2.0	2.0	2.1	1.9	2.1	2.1	2.1	2.0	2.0	1.9	1.9	2.2	2.1	1.9
Zone euro	2.6	2.2	2.3	2.3	1.9	2.2	2.3	2.2	2.3	2.4	2.5	2.6	2.9	2.2	2.5
OCDE total	3.2	2.5	2.7	2.4	2.4	2.7	2.8	2.7	2.7	2.7	2.7	2.8	3.0	2.7	2.7
Inflation															
États-Unis	2.9	2.6	2.6	1.7	3.3	2.7	2.7	2.6	2.8	2.4	2.4	2.3	2.5	2.8	2.5
Japon	-1.0	0.2	0.6	0.4	0.2	0.1	0.3	0.4	0.8	0.8	0.9	0.9	-0.4	0.3	0.8
Zone euro	1.8	2.0	2.0	1.7	2.4	2.0	2.0	2.2	1.8	2.0	2.0	2.1	1.5	2.1	2.0
OCDE total	2.2	2.2	2.1	1.9	2.3	2.1	2.2	2.3	2.1	2.0	2.1	2.1	2.1	2.2	2.1
Taux de chômage															
États-Unis	4.6	4.8	5.1	4.5	4.7	4.8	4.8	4.9	5.0	5.1	5.1	5.2	4.5	4.9	5.2
Japon	4.2	3.9	3.6	4.2	4.1	3.9	3.8	3.7	3.6	3.6	3.5	3.5	4.2	3.7	3.5
Zone euro	7.9	7.4	7.1	7.6	7.6	7.5	7.4	7.3	7.2	7.1	7.0	6.9	7.6	7.3	6.9
OCDE total	6.0	5.8	5.7	5.9	5.9	5.8	5.8	5.8	5.8	5.7	5.7	5.7	5.9	5.8	5.7
Croissance du commerce mondial	9.6	7.7	8.4	7.6	8.0	8.2	8.2	8.3	8.5	8.6	8.6	8.6	8.5	8.2	8.6
Balance courante															
États-Unis	-6.6	-6.5	-6.6												
Japon	3.8	4.5	5.3												
Zone euro	-0.3	-0.1	-0.1												
OCDE total	-2.0	-1.9	-1.8												
Solde corrigé des variations cycliques															
États-Unis	-2.4	-2.8	-2.9												
Japon	-4.6	-4.2	-4.1												
Zone euro	-1.5	-1.1	-1.2												
OCDE total	-2.1	-2.1	-2.2												
Taux d'intérêt à court terme															
États-Unis	5.2	5.3	5.0	5.3	5.3	5.3	5.3	5.2	5.1	5.1	5.0	4.9	5.3	5.2	4.9
Japon	0.2	0.4	0.9	0.4	0.3	0.3	0.4	0.5	0.7	0.8	0.9	1.2	0.4	0.5	1.2
Zone euro	3.1	3.8	4.0	3.5	3.7	3.8	3.8	3.9	4.0	4.1	4.1	4.1	3.5	3.9	4.1

Note: La croissance du PIB, l'inflation (croissance de l'indice implicite des prix du PIB) et la croissance du commerce mondial (moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales en volume) sont corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables et exprimées en taux annualisés. Les trois dernières colonnes (quatrième trimestre) sont en taux de croissance annuels s'il y a lieu et en niveaux par ailleurs. Les taux d'intérêt sont: États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificat de dépôt à 3 mois ; zone euro : taux interbancaire à 3 mois.

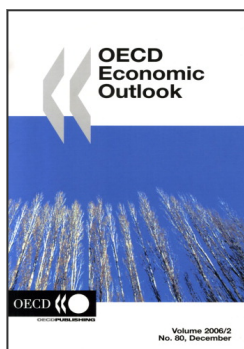
Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

- les politiques budgétaires en vigueur ou annoncées restent inchangées ;

- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 13 novembre 2006 ; en particulier 1 dollar = 118.10 yen et 0.78 euros ;

Les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 20 novembre 2006.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 80.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2006 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2006-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2006), « Turquie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2006 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2006-2-34-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.